

SPEAKERS' BIOS



José Abelli

66 ans. Résident dans la ville de Rosario, Argentine.
Études universitaires incomplètes. Ingénierie des systèmes.
Quelques expériences professionnelles :

- Instituto Movilizador de Fondos Cooperativos (1975/1980). Responsable du développement des systèmes d'information des Cajas de Créditos.
- Banco de la Province de Misiones (1980/1986). Responsable des systèmes d'information bancaires.
- Gouvernement de la Province de Santa Fe, Argentine (1990/1991). Conseiller du ministre du Travail sur les politiques de l'emploi et le travail autogéré.
- Gouvernement de la République d'Argentine. Ministère du Travail de la Nation (1991/1993). Conseiller du Secrétariat à l'Emploi et à la Formation Professionnelle.
- 2019/ à ce jour. Ministère du Développement Productif de la Nation. Conseiller du ministre Matías Kulfas. Conseiller sur les politiques d'autogestion et les politiques de stimulation des secteurs coopératifs.
- Quelques expériences dans le domaine universitaire et de la recherche :
- Université nationale de Rosario (UNR) Master en entités de l'économie sociale (2013). Co-fondateur et membre permanent du Conseil consultatif.
- Collaboration du CONICET (Conseil National de la Recherche Scientifique) avec divers chercheurs sur le thème des entreprises récupérées et du travail autogéré).
- Université de Buenos Aires (UBA), collaborateur du programme Facultad Abierta, dédié à la recherche d'Empresas Recuperadas.
- Université de Bologne, Italie. École supérieure d'Alma Mater. Enseignement de cours parascolaires sur le Travail Autogéré et l'Economie Sociale.
- Congrès international de l'économie ouvrière, membre du Conseil consultatif d'Argentine.

Quelques expériences dans le monde coopératif et l'autogestion ouvrière :
Fondateur et président du Mouvement national des entreprises récupérées (MNER) d'Argentine (1999/2002).

Président de FACTA (Federación Argentina de Cooperativas de Trabajo Argentinas) (2005/2008).

Actuellement membre de l'ACTRA (Autogestión Cooperativismo y Trabajo), Argentine.

INDACO (International Development for Cooperative) Italie, (2008/2016).
Coopérative de second degré en Italie. Dédié à la promotion internationale du modèle de coopérative de travail associé et d'autogestion.



Tahira Afridi est la fondatrice et PDG d'Artisan Links, qui a consacré sa carrière à l'autonomisation des femmes artisans en offrant des formations, le développement de produits, l'accès au marché pour leurs produits en utilisant leur conception traditionnelle. Le succès d'Artisan Links est dû aux efforts de Tahira et de son équipe pour collaborer avec des designers internationaux/locaux, combinant l'art/la broderie locale avec des concepts modernes pour plaire au marché international. Toute la gamme de produits d'Artisan Links est faite à la main, ce qui nécessite un haut degré de compétence. Tahira est également créditée du maintien de la broderie traditionnelle à la main de l'Afghanistan à travers les femmes réfugiées afghanes forcées de quitter leur pays et de se réfugier au Pakistan. Tahira et son équipe ont contacté ces femmes pour maintenir en vie le savoir-faire traditionnel de la broderie et travaillent avec elles depuis plus de 24 ans. L'éthique du travail d'Artisan Links et son rôle dans l'autonomisation des femmes et leur fourniture d'activités génératrices de revenus ont été reconnus par WFTO, MADE51 (UNHCR), la Chambre de commerce et des industries de Peshawar et bon nombre de nos clients. Tahira se lance actuellement dans l'expansion de ses opérations au Pakistan, où le flux de réfugiés afghans augmente régulièrement et propose des activités génératrices de revenus/une formation aux femmes afghanes.



Béatrice Alain est la directrice générale du Chantier de l'économie sociale, une organisation indépendante qui rassemble les acteurs et partenaires de l'économie sociale, afin de promouvoir l'entrepreneuriat collectif et de développer de nouveaux secteurs et outils capables de soutenir l'émergence de ce modèle de développement basé sur la solidarité, l'équité et la transparence. Interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière d'économie sociale, le Chantier est également reconnu internationalement pour son travail de développement d'un écosystème permettant le développement de l'économie sociale. Mme Alain s'intéresse particulièrement aux moyens et aux stratégies permettant de faciliter le dialogue et, ultimement, l'action collective des acteurs de différents secteurs et de différents territoires afin de renforcer le développement de l'économie sociale. Mme Alain, qui a une formation en économie et en sciences politiques, est également coprésidente du TIESS, un organisme qui permet la liaison et le transfert d'innovations en économie sociale pour le développement des territoires au Québec, secrétaire du conseil d'administration du Chantier de l'économie Trust, un fonds de capital patient pour les entreprises d'économie sociale et impliquée dans différents réseaux internationaux qui promeuvent et soutiennent l'ESS.



Madelaine Yorobe Alfelor

Le maire Madel est la première dame maire d'Iriga. Elle a été élue en 2004 et a été réélue deux fois pendant six années consécutives. En tant que maire de la ville, elle a mis en place de nombreux programmes innovants sur la protection et la gestion de l'environnement qui ont généré une participation massive de plusieurs parties prenantes et contribué à la lutte de la ville contre le réchauffement climatique. En conséquence, la Ville a reçu plusieurs prix pour ces efforts.

Avec une cote de confiance nette de 75 % de l'enquête SWS (Station météorologique sociale) en 2009 et 2017, l'IRA de la ville (allocation des revenus internes) est passée de 103 millions à 500 millions de pesos. Les recettes locales sont passées de 12 millions de pesos à 130 millions de pesos pour la période de 2006 à 2018. L'actif du gouvernement municipal est devenu six fois plus élevé, passant de 200 millions de pesos à 1,2 milliard de 2007 à 2018. Ces objectifs ont été atteints grâce aux entreprises économiques innovantes qui ont contribué à l'augmentation massive des revenus et des actifs ; et grâce à la confiance des électeurs d'Iriga.

Expérience professionnelle:

- Maire de la ville d'Iriga, Philippines
- Trésorier, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) Monde
- Co-président, Cités et gouvernements locaux unis Asie-Pacifique (CGLU AsPac) représentant la sous-région Asie de l'Est et du Sud-Est
- Représentant régional de la Ligue des villes des Philippines (LCP)
- Association des maires des villes Président des maires des villes de la région de Bicol, Philippines

- Vice-président exécutif, Ligue des municipalités et villes d'agriculture biologique aux Philippines
- Champion sur la réduction et la gestion des risques de catastrophe (DRRM) de CGLU ASPAC
- Championne Kaya Natin : Jess Robredo, secrétaire du mouvement Kaya Natin
- Kaya Natin Championne de la Bonne Gouvernance



Filipe Almeida est le président de Portugal Social Innovation, une initiative gouvernementale pionnière qui mobilise des fonds européens pour promouvoir l'innovation sociale et l'entrepreneuriat social, ainsi que pour développer le marché de l'investissement social au Portugal. Il est également professeur à l'université de Coimbra et chercheur au Centre d'études sociales (CES/FEUC) et au Centre d'études sur l'économie sociale et coopérative (CECES/FEUC). Il est titulaire d'un doctorat en administration des affaires de l'EBAPE / FGV (École brésilienne d'administration publique et d'affaires, Fondation Getúlio Vargas, Rio de Janeiro, Brésil) et d'un doctorat en gestion des affaires de la FEUC (Faculté d'économie, Université de Coimbra, Portugal). Il est également titulaire d'une maîtrise en sciences commerciales de l'université de Coimbra, après avoir suivi le programme MBA de la Virginia Polytechnic Institute and State University (États-Unis). Il est l'auteur de plusieurs livres et articles sur l'éthique des affaires, la responsabilité sociale des entreprises et la fraude académique.



Juan Fernando Álvarez. Professeur à la Faculté d'études environnementales et rurales de l'Université pontificale Javeriana de Colombie et directeur de son domaine d'études sur les écosystèmes organisationnels transformateurs. Economiste de l'Université des Andes du Venezuela, titulaire d'une maîtrise en économie sociale de l'Université de Barcelone et d'un doctorat en sciences sociales de l'Université de Lisbonne. Presidente del Comité Científico de CIRIEC Colombia y Miembro del Observatorio Iberoamericano del empleo y la economía social y cooperativa (OIBESCOOP). Il a été professeur invité dans les universités du Mexique, du Costa Rica, du Panama, de l'Équateur, du Pérou, du Paraguay, du Chili, du Brésil et de l'Argentine, consultant pour l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation, la Corporación Andina de Fomento et les confédérations de coopératives de divers pays. Il est l'une des références en matière d'analyse de l'impact des coopératives en Amérique latine. Ses publications portent sur des thèmes liés aux services satellitaires, à l'équilibre social, à la mesure de l'impact et aux politiques publiques d'économie sociale et solidaire.



Laura Aufrère. Laura est la coordinatrice du comité scientifique du RIPESS Eu, et une étudiante en doctorat en gestion. Elle étudie les biens communs et les initiatives d'économie sociale et solidaire, en se concentrant plus particulièrement sur les thèmes de l'organisation du travail, de la coopération et de la gouvernance, ainsi que sur la protection sociale.



Estelle Bacconnier travaille à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de l'Union européenne en faveur de l'économie sociale au sein de la Commission européenne depuis 2017, d'abord à la direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME, puis à la direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion. Elle fait actuellement partie de l'équipe chargée de préparer le plan d'action pour l'économie sociale qui doit être adopté par la Commission européenne d'ici fin 2021. Depuis 2007, elle a travaillé pour différents départements de la Commission, sur différents domaines politiques tels que l'amélioration de la réglementation, la gouvernance des agences décentralisées de l'UE, la propriété intellectuelle et l'entrepreneuriat féminin.



Mohamed Bazi est professeur de finance et de stratégie à la Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de Mohammedia, Université Hassan 2 de Casablanca - Maroc. Il est également consultant et a travaillé comme chercheur auprès de l'Institut européen de recherche sur les entreprises coopératives et sociales (EURICSE) - Université de Trente (Italie) - dans le cadre du projet Financial Mechanisms for Innovative Social and Solidarity Economy ecosystems commandé par l'Organisation internationale du travail OIT. Ses recherches portent sur les questions sociales, l'entrepreneuriat et l'économie sociale et solidaire. Il a participé à plusieurs conférences au Maroc et à l'international (USA, Canada, France, Belgique, EAU, Italie, etc.) et a publié plusieurs articles dans ce domaine. Il est titulaire d'un doctorat en sciences de gestion de l'École nationale de commerce et de gestion, Université Ibn Zohr, Maroc. Il parle l'arabe, le français et l'anglais et a une connaissance pratique de l'espagnol.



Andreia Barbosa est la cofondatrice de Circular Economy Portugal (CEP), une ONG environnementale qui vise à accélérer la transition vers une économie circulaire basée sur une production et une consommation durables. Depuis 2017, CEP partage des connaissances et sensibilise au concept d'économie circulaire ; elle développe et met en œuvre des projets de démonstration, de la réparation (électronique) à l'upcycling (textile) et au compostage ; et c'est aussi un réseau de pionniers circulaires - des entreprises sociales créant de la valeur pour la société et l'environnement. Andreia est titulaire d'un master en écologie humaine, ayant mené des recherches sur l'intersection entre économie circulaire et économie solidaire. Auparavant, elle a travaillé comme productrice de contenu médiatique, journaliste et scénariste.



Fernando Baptista est consultant international et chercheur dans le domaine de la coopération au développement, avec un accent sur les réseaux, l'intelligence collective et l'impact d'Internet et des médias sociaux sur les pratiques d'organisation socio-économique. Parmi ses projets, on peut citer la conception, la mise en œuvre et la facilitation de stratégies basées sur Internet pour l'apprentissage virtuel, la mise en réseau et la collaboration afin de faire avancer les activités de l'OIT sur l'économie sociale et solidaire, la coopération Sud-Sud et la migration de la main-d'œuvre. Un autre de ses travaux pertinents est la conception et la mise en œuvre de stratégies de communication électronique et de médias sociaux pour l'UNOSSC, qui visent à créer des synchronismes et des synergies entre les activités complémentaires de coopération Sud-Sud menées au sein du système des Nations Unies et avec des partenaires extérieurs. Fernando Baptista possède vingt et un ans d'expérience diversifiée au sein d'entreprises privées, de gouvernements, d'organisations internationales, d'organisations à but non lucratif, de mouvements sociaux et d'organisations basées sur des réseaux, et une formation interdisciplinaire comprenant le développement international, les sciences sociales, la gestion et la technologie.



Gabriel Gameiro Rodrigues Bastos

Secrétaire d'État à la sécurité sociale depuis 2019. Diplômé en droit et post-gradué en sciences juridiques et administratives de la faculté de droit de l'Université de Lisbonne. Avec une carrière de 20 ans au service de la Sécurité sociale, il a été, entre 2016 et 2019, vice-président du Conseil des directives de l'Institut de la sécurité sociale, IP., représentant portugais au Comité de protection sociale de l'UE et membre suppléant du Conseil économique et social.



Aïcha Belassir. Directrice de la Fédération des associations d'entreprises sociales d'insertion par le travail - FAEDEI.

Plus de 15 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'économie sociale et des entités sans but lucratif, au niveau national, européen et international. Master en gestion de directives d'organisations à but non lucratif. Diplômée en médiation interculturelle et égalité des chances. Représente FAEDEI dans ENSIE, le Réseau Européen des Entreprises d'Intégration Sociale et dans RIS, le Réseau d'Inclusion Sociale.



Riccardo Bodini est le directeur d'Euricse, une fondation de recherche axée sur le développement des connaissances et l'innovation pour les entreprises coopératives et sociales. Il a rejoint Euricse en 2010 pour travailler au développement de projets, et a depuis occupé les postes de coordinateur (2012-2015) et de coordinateur général (2016-2018). En plus de gérer la Fondation, Riccardo travaille directement avec des agences du secteur public, des coopératives et des entreprises sociales sur des projets de recherche appliquée et de conseil allant de la planification stratégique et de la conception organisationnelle à l'analyse des politiques. Avant de rejoindre Euricse, il a travaillé pendant neuf ans à Chicago pour RW Ventures, une organisation spécialisée dans le développement économique urbain et régional, où il a travaillé sur une variété de projets destinés à favoriser le développement des entreprises dans les zones urbaines mal desservies. Riccardo est diplômé summa cum laude en études de communication à l'université de Bologne et a obtenu un master en politique publique à l'université de Chicago.



Marie J. Bouchard est professeure titulaire à l'Université du Québec à Montréal et présidente de la Commission scientifique Économie sociale et coopérative du CIRIEC International. Elle agit présentement en tant que coordinatrice externe du projet Opportunités et défis des statistiques sur l'économie sociale et solidaire, mené à l'UNRISD pour le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire (UNTFSSSE), après avoir présidé pour l'Organisation internationale du travail le Groupe technique de travail sur les statistiques coopératives du COPAC. Au Canada, elle est aussi membre du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) et conseillère scientifique de Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS).



Sharan Burrow est la Secrétaire Générale de la Confédération syndicale internationale, qui représente 200 millions de travailleurs dans 163 pays et territoires avec 332 affiliés nationaux. La mission principale de la CSI est la promotion et la défense des droits et des intérêts des travailleurs, par le biais de la coopération internationale entre les syndicats, de campagnes mondiales et d'actions de plaidoyer au sein des principales institutions mondiales.

Précédemment présidente de l'Australian Council of Trade Unions (ACTU) de 2000 à 2010, Sharan est une militante passionnée de la justice sociale, des droits des femmes, de l'environnement et des réformes du droit du travail. Elle a mené des négociations syndicales sur des réformes économiques majeures et des campagnes en faveur des droits des travailleurs dans son pays d'origine, l'Australie, et dans le monde entier. Elle a également été membre du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail et est représentée dans un certain nombre de commissions internationales concernant l'action climatique, la transition industrielle et la réforme économique.



Norberto Ismael Cafasso, secrétaire syndical de l'Unión Obrera Ladrillera de la República Argentina (UOLRA). Adhésion à la CGT. République argentine. Durée du mandat 2019-2023.

Il est également coordinateur national de la zone d'éradication du travail des enfants de l'UOLRA.

Membre conjoint de la convention collective de travail.

Député d'UOLRA à la Confédération générale du travail de la République argentine (CGT).

Membre de la CONAETI. Commission nationale pour l'éradication du travail des enfants relevant du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale de l'Argentine.

Leader syndical depuis 1994.



Jamil Chaabouni est professeur honoraire à l'université SESAME de Tunis et membre du Conseil national de la statistique. Il était jusqu'en 2017 professeur de gestion à l'Université de Sfax où il dirige l'Unité de recherche en gestion des entreprises (URGE). Il a obtenu un doctorat en sciences de gestion, en 1980, à l'Université Philipp de Marburg / Allemagne. Ses recherches portent sur la gouvernance, la stratégie, l'organisation et la gestion de l'information. Il a été vice-doyen de la Faculté d'économie et de gestion de Sfax. Il dirige plusieurs projets de recherche en coopération avec les universités de Toulouse, Marseille en France et l'Université technique de Berlin. Il a effectué des travaux de conseil et d'expertise avec, entre autres, l'OIT, le PNUD, la CEA, le Centre national d'informatique, le groupe IGL, l'Institut tunisien d'études stratégiques, la Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ).



Heidi Christ est la responsable mondiale de MADE51 - l'initiative phare du HCR visant à offrir un accès au marché aux artisans réfugiés - depuis le développement du concept en 2017. Elle est actuellement basée au siège du HCR à Genève. Avant d'occuper ce poste, Heidi a occupé diverses fonctions de consultant auprès du HCR et d'autres agences des Nations Unies et internationales depuis 2002, vivant au Liban, en Thaïlande, en Tanzanie et en Éthiopie. En 2007, elle a fondé WomenCraft - une entreprise sociale en Tanzanie qui utilise des compétences artisanales pour renforcer la cohésion sociale et économique entre les réfugiés et les communautés d'accueil. Avant ses affectations sur le terrain, elle a travaillé avec l'International Rescue Committee à New York sur des modèles d'inclusion économique pour les femmes et les jeunes réfugiés.



Craig Churchill a plus de vingt ans d'expérience en matière de finance sociale dans les pays développés et en développement. Dans son poste actuel de chef du Programme de finance sociale de l'OIT, il se concentre sur le potentiel des services et politiques financiers pour atteindre des objectifs sociaux. Craig est l'auteur et l'éditeur de plus de 40 articles, documents, monographies et manuels de formation sur divers sujets, dont la micro-assurance, la fidélisation des clients, le développement organisationnel, la gouvernance, les méthodologies de prêt, la réglementation et la supervision, et les services financiers pour les plus pauvres des pauvres.



Cátia Teixeira de Sousa Cohen. Coordinatrice générale de CASES - Coopérative António Sérgio pour l'économie sociale, où elle travaille depuis 2010. Elle a occupé des postes techniques à la CONFAGRI - Confederação Nacional das Cooperativas Agrícolas e do Crédito Agrícola de Portugal (2009-2010) et à l'INSCOOP - Instituto António Sérgio para o Sector Cooperativo (2003-2009). Tout au long de sa carrière professionnelle, elle a participé à des programmes et des projets visant à promouvoir le secteur de l'économie sociale, notamment auprès du jeune public. Elle est diplômée en droit, en 2019, de la faculté de droit de l'université de Lisbonne, et en politique sociale, en 2002, de l'Institut supérieur des sciences sociales et politiques.



Jose Luis Coraggio. Économiste argentin. Directeur du Master en économie sociale de l'Université nationale du Général Sarmiento (UNGS). Ancien recteur de l'UNGS (1998-2002). Professeur émérite de l'UNGS. Doctorat honorifique de l'Université de Misiones. Professeur honoraire de l'Université nationale de l'Équateur. Membre du conseil consultatif honoraire de l'INAES (Argentine). Quelques publications récentes: La economía social desde la periferia. Contribuciones latinoamericanas (org), 2007, Economía Social y Solidaria. Le travail avant le capital. 2011 ; Réinventer la gauche au 21e siècle. Diálogos Norte-Sur, (Organisateur avec Jean Louis Laville), Economía social y solidaria en movimiento (Org), 2016 ; Potenciar la Economía Popular Solidaria : una respuesta al neoliberalismo, in : Sur le Mexique. Temas de Economía. Nueva Época, année 1, numéro spécial 1, Economía social : alternativas y posibilidades en tiempos de Covid-19, Universidad Iberoamericana, Mexico, 2020. "Économie sociale et économie populaire. Conceptos básicos", INAES, 2020.



Gabriella D'Amico. Diplômée en BA et Master en Relations Internationales, j'ai travaillé pour une entreprise privée en tant que chef de projet pour la transformation numérique, collaboration fréquente avec des universités, des ONG et des administrations publiques pour le commerce équitable, l'économie sociale et solidaire, la politique alimentaire.



Alpha Dia a une expérience de **plus de 20 ans** dans divers environnements multiculturels, pour avoir exercé à la **Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest**, à la **Compagnie Sahélienne d'Entreprise** (groupe de BTP).

Il a été Directeur des Ressources Humaines de deux banques ainsi que Directeur du Capital Humain de TEYLIOM Properties. Il a dirigé plusieurs missions d'audit et d'implémentation d'outils RH, notamment aux Nations Unies, au Ministère de l'Education Nationale du Sénégal ou encore à la BIDC à Lomé. Monsieur DIA est actuellement le Dirigeant Fondateur du Cabinet X Pro Consulting, spécialisé dans le conseil et les études en RH et en Organisation. Enfin, il est le Secrétaire Général de l'Association Sénégalaise des Professionnels RH (**ASPRH**), association qui regroupe l'ensemble des DRH et professionnels de la fonction RH du Sénégal.



Sonia Maria Dias, spécialiste mondiale des gestion des déchets de WIEGO, est sociologue de formation et « poubellelogue » de cœur. Active sur le terrain depuis 1985, elle a joué un rôle clé en aidant à intégrer les aspects sociaux dans la planification technique de la collecte et du recyclage des déchets en tant qu'ancienne responsable de l'agence municipale d'assainissement de Belo Horizonte, au Brésil. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et est spécialiste des déchets par l'université Kitakyuschu (boursière de la JICA). Elle a occupé des postes gouvernementaux, notamment à l'agence publique de nettoyage de la municipalité de Belo Horizonte. Elle a fait du conseil et de la recherche pour la Banque mondiale, la GIZ, le ministère des villes (gouvernement fédéral du Brésil). Elle est chercheuse associée probono au Centre de recherche et d'études des femmes -NEPEM de l'Université fédérale de Minas Gerais. Elle a collaboré à Habitat III en tant qu'experte de l'unité politique. Elle est membre du groupe de travail sur les travailleurs des déchets de Workers Health Place Without Borders. Elle a enseigné aux Académies du genre et des emplois verts de l'OIT. Elle est la coordinatrice des projets de WIEGO au Brésil, parmi lesquels le projet de recherche-action Gender & Waste, le projet brésilien Cuidar Health Risks, et le projet Cata-Saúde Viraliza de l'Open Society Foundations sur Covid19. Mme Dias s'intéresse aux liens entre la réduction de la pauvreté et la gestion des déchets, l'emploi informel et les plateformes participatives, ainsi qu'à l'autonomisation des femmes.



Aminata Diop. Juriste d'affaire titulaire d'une maîtrise en droit des affaires et d'un Diplôme d'Etudes Spécialisées (DESS) de troisième cycle en droit bancaire obtenus à l'université Cheikh Anta Diop de DAKAR. J'ai suivi plusieurs formations certifiantes en microfinance au Sénégal et en droit du Développement à l'organisation internationale de Droit du Développement (IDLO) A Rome en Italie. Je suis la Directrice Générale du Fonds de Développement et de Solidarité Municipale (FODEM) de la Ville de Dakar qui est une structure de refinancement des mutuelles d'épargne et de crédit qui sont dans la Municipalité de Dakar et qui financent les porteurs de projet qui ne peuvent pas accéder aux financements classiques des banques. Nous assurons également la tutelle de la Couveuse d'entreprise pour la Promotion de l'emploi par la Microfinance (CEPEM) qui est une structure créée par la Ville de Dakar et dédiée à la formation en entrepreneuriat. Je suis également la Vice Coordinatrice chargée du Développement et du Partenariat du Réseau des Acteurs et des Collectivités Territoriales pour l'Economie Sociale et Solidaire (RACTES). Je suis membre de plusieurs Associations de femmes qui luttent pour l'égalité du genre (Association Sénégalaise des Femmes Juristes du Sénégal) et Vice-Présidente de l'Association Sénégalaise des Femmes Diplômées des Universités (ASFDU).



Cheikh Diop est membre de l'Association pour la Promotion Sociale et de la Coopérative Sociale Barikamà, qui gère un projet de microcrédit qui a été mis en place en mars 2011 et qui consiste en l'inclusion sociale à travers la production et la vente de yaourts et de légumes biologiques. Cheikh est originaire du Sénégal, vit en Italie depuis 2007 et vit à Rome. Depuis qu'il a commencé à faire partie de ce projet, en plus du soutien économique, son expérience a également été un échange culturel, l'apprentissage de l'italien et l'initiation des Italiens à la culture africaine.



Seynabou Diouf. Coordinatrice nationale de PAGE (Partnership for Action on Green Economy) Sénégal depuis septembre 2019, Seynabou Diouf est économiste-environnementaliste, enseignante-chercheuse à l'Institut des Sciences de l'Environnement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar où elle coordonne une unité de recherche et de développement des compétences sur l'économie verte inclusive. Elle vient d'être recrutée au BIT, en octobre 2021, comme Coordinatrice Nationale du Projet sur « la dimension sociale de la transition écologique au Sénégal. Seynabou Diouf s'activait, avant, dans le domaine de la consultance et dans ce cadre, elle a conduit l'élaboration de plusieurs documents de planification aussi bien au niveau local que national. Elle a coordonné plusieurs études dans le secteur des déchets solides au Sénégal, dont, dans le cadre du programme PAGE, une évaluation du marché des déchets en vue de l'utilisation de l'avantage coopérative dans le secteur et une étude de faisabilité d'une approche coopérative dans la gestion des déchets au Sénégal.



Simel Esim est responsable de programme (spécialiste technique principal) au département Entreprises du Bureau international du travail. À ce titre, elle dirige les travaux du BIT sur les coopératives et l'économie sociale et solidaire. Auparavant, elle était spécialiste principale des questions de genre au Bureau régional pour les États arabes, où elle a dirigé les travaux sur l'égalité des sexes, la transition de l'économie informelle à l'économie formelle et le travail décent pour les travailleurs domestiques. Avant de rejoindre l'OIT, Mme Esim a travaillé comme économiste au Centre international de recherche sur les femmes (ICRW), à Development Alternatives, Inc. (DAI), et à la Banque mondiale. Elle a beaucoup écrit sur l'égalité des sexes, le travail décent, la migration, l'organisation économique et l'économie informelle. Parmi ses travaux récents figure un ouvrage coédité, *Cooperatives and the World of Work* (2019 Routledge). Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'American University, Washington, D.C., d'une maîtrise en économie internationale et en études du Moyen-Orient de la School of Advanced International Studies (SAIS) de l'Université Johns Hopkins, et d'une licence en sciences politiques de l'Université Boğaziçi. Simel parle le turc et l'anglais, et a une connaissance pratique de l'italien et de l'arabe. Elle est débutante en espagnol et en français.



Youssef Fennira. Titulaire d'un Master en Commerce International de l'Université Panthéon Sorbonne à Paris, il a ensuite poursuivi ses études en effectuant un MBA en Ingénierie des Affaires Internationales à l'Ecole Supérieure de Gestion de Paris. Il dirige actuellement le projet JEUN'ESS au sein de l'Organisation Internationale du Travail à Tunis, projet d'une enveloppe de 10 Millions de dollars, financé par l'Union Européenne. Il a occupé jusqu'en septembre 2020 le poste de Directeur Général de l'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant, mis en place une stratégie pour 2030 et contribuer au vote de la loi sur l'Economie Sociale et Solidaire en juin 2020. Entre 2013 et 2019, il dirige avec la coopération allemande le projet CORP qui traite principalement les questions d'employabilité des jeunes tunisiennes et tunisiens à travers de nouvelles approches innovantes. Avant son départ pour l'ANETI, le CORP a permis l'insertion décente et durable de plus de 1500 jeunes.



Bénédicte Fonteneau est une sociologue du travail de formation, avec plus de 25 ans d'expérience dans la recherche et l'enseignement. Après avoir été pendant 25 ans experte de recherche dans le groupe de recherche sur le développement global à l'HIVA-KU Leuven (Belgique), elle est maintenant professeur au département de travail social de l'IESSID-HE2B (Bruxelles). Elle est également consultante indépendante dans ses domaines de recherche.

Son travail se concentre principalement sur 4 domaines : (1) l'économie sociale et solidaire ; (2) la protection sociale ; (3) les mouvements sociaux et les syndicats ; (4) la formation et le soutien méthodologique en matière de suivi, d'évaluation, de responsabilité et de méthodologies d'apprentissage (centrées sur les acteurs) pour les agences de développement et les mouvements sociaux.

Bénédicte est également l'auteur et le co-auteur de plus de 100 publications. Elle est co-éditrice de deux livres sur l'économie sociale : "L'économie sociale au Nord et au Sud" (publié en français, espagnol, anglais et néerlandais ; De Boeck Université, 1999, Corregidor, 2000, Garant, 1999) et "La fabrique mondiale de l'économie sociale : Innovations et changements" (ACCO, 2009). Elle a également coordonné la première édition du ILO Reader on Social and Solidarity Economy (2010)



Giulia Galera est chercheuse senior chez Euricse depuis 2008. Ses activités de recherche portent principalement sur le concept d'entreprise sociale et son évolution juridique d'un point de vue international, les entreprises sociales dirigées par la communauté, le rôle et le potentiel des entreprises sociales dans le soutien des parcours d'intégration innovants pour les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés, la contribution des entreprises dans la construction d'un système de santé de proximité. Giulia est diplômée en sciences internationales et diplomatiques et a obtenu un doctorat en études internationales de la School of International Studies de l'Université de Trente. Elle a coordonné plusieurs projets de recherche européens et internationaux, dont le suivi de la « Mapping Study on Social Enterprise eco-systems », co-dirigé par Euricse et le réseau international EMES et elle a collaboré avec plusieurs institutions internationales et nationales, dont la Commission, PNUD, OCDE et Parlement européen. Giulia Galera est actuellement membre du Conseil scientifique de l'OCDE Global Action ; du Conseil consultatif de l'OCDE Action sur les cadres juridiques pour les entreprises sociales et du Projet AMIF-RWI Refugees Welcome Italia Onlus : Des expériences aux modèles : l'accueil familial comme voie d'intégration.



Eduardo Graça

- Degree in Business Organisation and Management - ISE - Instituto Superior de Economia - University of Lisbon.
- President of the Board of Cooperativa António Sérgio para a Economia Social (CASES).
- President of the António Sérgio Institute of the Cooperative Sector (INSCOOP).
- Director of the Finance and Organisation Department at the National Agency for Qualification (ANQ, IP).
- President of the Board of the National Institute for the Use of Free Time of Workers (INATEL).
- President of the Permanent Commission for the Reception and Social Insertion of the Timorese Community.
- Assistant to the personal support office of the Mayor of Lisbon, Jorge Sampaio.
- Coordinator of the Professional Schools Project Team (GETAP).
- Technician at the National Institute of Statistics (INE).
- Technician at the Office of Basic Studies in Industrial Economics (GEBEI).
- Member of the Supreme Council of the Portuguese Red Cross.
- Gold Medal of Tourist Merit, the highest merit distinction awarded by the Portuguese State in the area of tourism, 2002.

Grand Order of Merit Union Grand Duc Adolphe, State of Luxembourg, for services provided in the promotion, dissemination and support of amateur music, 2000.



Shaza Ghaleb Al Jondi est la conseillère technique régionale en chef de l'OIT pour le " Partenariat pour l'amélioration des perspectives des communautés d'accueil et des personnes déplacées de force " (PROSPECTS) dans les États arabes, couvrant le Liban, la Jordanie et l'Irak.

De nationalité syrienne, Mme Jondi a plus de vingt ans d'expérience de travail avec les Nations unies dans la région arabe, se concentrant sur les questions de développement dans plusieurs domaines thématiques, notamment la création d'emplois, la durabilité environnementale, la réduction de la pauvreté et l'Agenda 2030 pour le développement durable. Ses domaines d'expertise comprennent la gestion de programmes, la cohérence de l'ONU, le développement de partenariats et la mobilisation de ressources.

Mme Jondi a occupé le poste de responsable principale de la cohérence des Nations Unies et des partenariats au Bureau régional de l'OIT pour les États arabes (ROAS) pendant plus de six ans. Dans le cadre de cette fonction, elle a travaillé à l'élaboration et à la coordination de partenariats avec d'autres agences des Nations Unies afin d'intégrer le travail décent dans leurs stratégies et programmes aux niveaux régional et national. Mme Jondi a beaucoup travaillé sur la réponse aux crises et les déplacements forcés, ainsi que sur la promotion de l'Agenda du travail décent de l'OIT dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement. Elle a coordonné les efforts de l'OIT pour établir des partenariats et lever des fonds pour la mise en œuvre de la stratégie de réponse de l'agence aux crises de réfugiés dans la région arabe, en particulier en Jordanie, au Liban, en Irak et au Yémen.

Mme Jondi est le point focal de l'OIT pour l'Agenda 2030 pour le développement durable dans la région arabe depuis 2015, représentant l'agence à de nombreuses occasions aux niveaux mondial, régional et national.

Avant de rejoindre l'OIT en 2009, Mme Jondi a travaillé avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) en Syrie. Au PNUD, elle a occupé pendant plus de dix ans le poste de chef d'équipe pour l'environnement et la réduction de la pauvreté, au cours duquel elle a également dirigé les efforts du bureau national du PNUD en Syrie en matière d'objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Mme Jondi est titulaire d'une maîtrise en gestion de l'environnement de l'université de Londres, d'un diplôme d'études supérieures en études du développement et d'une licence de la faculté des sciences de la santé de l'université américaine de Beyrouth.

Pour la dernière publication de Mme Jondi, voir *Towards a Coordinated Humanitarian-Development Response to COVID-19 Crisis : Reflections from the Arab Region with an ILO Lens*.



Camille Hartmann. Diplômée en Politiques publiques de Sciences Po Paris, Camille Hartmann est consultante senior au sein de GROUPE SOS Consulting depuis février 2021. Elle a été policy advisor au Conseil national du numérique sur le Partenariat mondial pour un Gouvernement ouvert (2014-2018), puis Responsable du Développement international d'un réseau mondial de formations inclusives au numérique au sein de l'entreprise sociale Simplon.co (2018-2020). Camille Hartmann dispose de plus de 8 années d'expérience professionnelle dans la structuration de politiques publiques dans le domaine du développement international, de l'innovation sociale, de l'emploi, de l'insertion professionnelle et du numérique inclusif.



Sara Hoeflich de Duque

Sara fait partie du Secrétariat mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à Barcelone depuis plus de 10 ans. CGLU est le plus grand réseau mondial de villes, qui coordonne la représentation des gouvernements locaux et régionaux auprès des Nations Unies. Elle est directrice de l'équipe d'apprentissage, qui soutient l'engagement des membres de CGLU à localiser les agendas mondiaux. Ils développent des formations et des méthodologies de gestion des connaissances pour les pratiques des gouvernements locaux et de leurs associations dans différentes régions du monde. Recrutée pour soutenir la planification urbaine et stratégique dans les villes africaines, elle a développé de nouvelles méthodologies de coopération ainsi que des réseaux de pairs de leaders qui sont maintenant appliqués à l'échelle mondiale. Elle est également point focal pour le développement économique local et la planification. Avant de rejoindre CGLU, elle a travaillé pendant 10 ans avec l'agence de développement allemande GTZ, ainsi qu'avec des ONG en Indonésie et en Colombie et des gouvernements infranationaux, où elle s'est concentrée sur la coopération intercommunale et la gestion des terres. Elle a également travaillé en tant qu'urbaniste et écoarchitecte dans son pays d'origine, l'Allemagne, où elle a terminé ses études d'architecture.



Kerryn Krige est conseillère technique en chef pour la politique d'économie sociale et solidaire en Afrique du Sud.

Auparavant, elle a dirigé le réseau des entrepreneurs sociaux au Gordon Institute of Business Science (GIBS) de l'université de Pretoria, où elle continue d'enseigner le MBA optionnel sur l'entrepreneuriat social. Elle a lancé la première étude cartographique des entreprises sociales en Afrique du Sud et est co-auteur du livre *The Disruptors, social entrepreneurs reinventing business and society*.

Kerryn est rédactrice en chef adjointe de *Emerald Emerging Markets Case Collection* et fait partie du comité de rédaction de la revue *Social Business*. Elle est membre du conseil d'administration du CSI de la fondation *Momentum Metropolitan* et a présidé le comité consultatif de l'*IDCs Social Enterprise Fund*.

Elle est inscrite à un doctorat conjoint en entrepreneuriat social avec la KU Leuven et l'université de Pretoria et est impliquée dans le réseau africain des chercheurs en entrepreneuriat social (ANSES) et le réseau de doctorat EMES.



Laurence Kwark est la secrétaire générale du GSEF (Global Social Economy Forum) depuis février 2016, œuvrant pour la reconnaissance et la visibilité internationale de l'économie sociale et solidaire et la promotion des échanges internationaux et de la coopération entre les gouvernements locaux et les réseaux d'économie sociale. Elle a travaillé de 1998 à 2008, en tant que chef de projet pour l'Amérique du Sud et l'Asie à *Terre d'avenir & CCFD*, une ONG française de développement international. Elle a également travaillé comme secrétaire générale de *Pax Romana ICMICA* (Mouvement catholique international pour les intellectuels et les affaires culturelles) à Genève de 2009 à 2012, puis de 2013 à février 2016, comme représentante de *Pax Romana* auprès de l'ONU à Genève. Elle a été diplômée de l'Université Sejong de Séoul en 1983, et a obtenu son master en sociologie en 1993 à l'Institut des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) à Paris, France.



Chandni Lanfranchi travaille à l'OIT depuis 2012. Elle travaille actuellement en tant que responsable technique pour le développement et la formalisation des PME au sein du Bureau andin de l'OIT. Son rôle principal est de superviser la conceptualisation, la planification et la mise en œuvre du projet Bolivia Digna y Productiva, en mettant l'accent sur l'amélioration de la productivité et des conditions de travail et en favorisant les incitations à la formalisation des entreprises dans certaines chaînes de valeur. Elle a également travaillé pendant plusieurs années au Centre international de formation de l'OIT, basé à Turin, où elle a occupé le poste de chargée de programme, principalement dans les domaines de la promotion des emplois verts, du développement des compétences des populations rurales et de la promotion des emplois pour la paix et la résilience. Avant de rejoindre l'OIT en 2012, Chandni a vécu au Mexique, où elle a travaillé dans le secteur privé sur l'évaluation de la productivité des PME. Chandni est titulaire d'un master en affaires internationales (Université Johns Hopkins, École des hautes études internationales). Elle parle couramment l'anglais, l'espagnol, le portugais et l'italien.



Josée-Anne Larue est une spécialiste de l'emploi des jeunes et du développement des compétences. Elle a 10 ans d'expérience professionnelle dans le système des Nations Unies, à l'Organisation internationale du travail (OIT) et au Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (UNOCHA), où elle a travaillé sur le développement des compétences et l'employabilité, le travail décent, l'emploi des jeunes, l'orientation professionnelle, ainsi que dans le domaine des affaires humanitaires, dans différents rôles, contextes et bureaux de pays (Suisse, Italie, Liban, Égypte et Burkina Faso), dont plusieurs années sur le terrain avec des missions régulières dans les régions du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et du Sahel. Elle est maintenant de retour au siège de l'OIT au sein du département de l'emploi de l'OIT. Elle est titulaire d'une licence en relations internationales et d'une maîtrise en études internationales sur la paix et la résolution des conflits.



Francisco Lima

Diplômes universitaires : Doctorat en économie, Universidade Nova de Lisboa (2001).

Expérience professionnelle :

- Depuis 2018 - Président de Statistique Portugal.
- Depuis 2003 - Professeur au département d'ingénierie et de gestion, Instituto Superior Técnico, Universidade de Lisboa et chercheur au Centre d'études de gestion de l'Instituto Superior Técnico (CEG-IST).
- 2005-2013 - Consultant scientifique pour les questions relatives au marché du travail, Statistique Portugal.
- Travaillant avec des statistiques et des économétries appliquées, ses recherches portent sur la microéconomie appliquée, l'économie du travail, l'entrepreneuriat, l'innovation et l'évaluation des politiques. Il a coordonné plusieurs projets de recherche nationaux et européens et a publié dans des revues internationales telles que l'Economic Journal, l'European Economic Review, Research Policy, Labour Economics et Small Business Economics.
- Autres activités
- 2015-2017 - Membre du Conseil scientifique pour l'emploi et la formation, Centre des relations du travail, ministère du Travail, de la Solidarité et de la Sécurité sociale.
- 2013-2017 - Membre du conseil général de l'Agence nationale des qualifications et de la formation professionnelle (ANQEP).
- 2003-2004 - Conseiller externe, secrétaire d'État au travail, ministère du travail, de la solidarité et de la sécurité sociale.



Davidson Magalhães

Secrétaire d'État au travail, à l'emploi, aux loisirs et à l'activité sportive de Bahia, Davidson Magalhães, a suivi une formation en économie à l'université d'État de Santa Cruz (Uesc) et a été professeur dans le même domaine à l'université fédérale de Bahia (UFBa). Il a commencé à enseigner à l'Université de Santa Cruz en 1990. Actuellement, il est professeur à l'Université de l'État de Bahia (Uneb), sur le campus de Salvador.

Il a été vice-président, pendant deux mandats, à Itabuna, sa ville natale. Il a également exercé les fonctions de secrétaire d'État à l'industrie et au commerce et de secrétaire d'État à l'articulation politique.

De 2007 à 2014, il a présidé la Companhia de Gás da Bahia (BahiaGás). Il a assuré la coordination de l'Agence nationale de l'énergie pétrolière (ANP) dans le Nordeste, a intégré le Conseil fiscal de Coelba et présidé le Conseil fiscal de Neoenergia au Brésil.

Il a été député fédéral entre 2015 et 2018. Lors des dernières élections législatives, il a été le premier suppléant du sénateur élu Ângelo Coronel.



Juan Manuel Martínez Louvier. Avant d'occuper ce poste à l'INAES, il a été directeur du laboratoire d'innovation économique et sociale de l'Universidad Iberoamericana Puebla. En outre, il a été le coordinateur du Master en gestion d'entreprise d'économie sociale en association avec le Mondragon Unibersitatea. Il a également été le coordinateur des programmes d'articulation et d'intervention sociale. Il a collaboré avec l'Asociación Tepeyac de New York en tant que responsable des relations publiques et de la promotion communautaire, et il a travaillé chez Volkswagen en tant que responsable de la ligne de production des moteurs. Études : Ingénierie industrielle. Universidad Iberoamericana Puebla ; Master en développement, environnement et sociétés. Université catholique de Louvain ; Master en gestion d'entreprises coopératives. Mondragon Unibersitatea



Tshepo Mazibuko. Tshepo est le fondateur et le directeur de K1 Recycling Waste Management Solutions à Johannesburg, en Afrique du Sud. Il a commencé comme collecteur de déchets après avoir lutté pour trouver un emploi pendant 4 ans et a décidé d'essayer de gagner sa vie en collectant des produits recyclables et en les vendant pour survivre en 2009.

Aujourd'hui, K1 Recycling est un fournisseur de solutions de gestion des déchets à part entière qui emploie 21 personnes et possède une usine complète de broyage, de lavage et de séchage du plastique, un centre de rachat et une usine de granulation du plastique.

Tshepo a eu l'occasion d'étudier "comment promouvoir les emplois verts" dans des instituts tels que l'Académie de l'OIT (Italie) et "la gestion des affaires" à GIBS (Afrique du Sud). L'histoire de la réussite de Tshepo, "d'un ramasseur de déchets à un homme d'affaires en costume", a touché et encouragé de nombreuses personnes en Afrique du Sud et dans le monde. Il a récemment créé la K1 Foundation dans le but d'éduquer les communautés et les jeunes à la gestion des déchets.



Deolinda Meira est titulaire d'un doctorat en droit des coopératives. Elle est professeur associé à l'École Polytechnique de Porto / École de Comptabilité et d'Affaires de Porto (ISCAP). Elle est directrice du Master "Gestion et régime juridico-économique de l'économie sociale". Elle est chercheur au Centre d'études sociales et organisationnelles de l'École polytechnique de Porto (CEOS.PP), responsable d'un groupe de recherche sur l'économie sociale. Ses principaux domaines de recherche sont le droit des coopératives et les entreprises de l'économie sociale, domaines dans lesquels elle a publié trois livres, deux livres édités, et plus de 140 articles et chapitres dans des revues et des livres, ainsi qu'un rôle actif de critique et de membre éditorial dans plusieurs revues scientifiques internationales. Elle est notamment membre du CIRIEC Portugal- Centro de Estudos de Economia Pública e Social (CEEPS), du comité scientifique du CIRIEC Internacional - Centre International de Recherches et d'Information sur l'Economie Publique, Sociale et Coopérative".



Víctor Meseguer, Directeur de Social Economy Europe

Víctor Meseguer a rejoint Social Economy Europe, la voix des 2,8 millions d'entreprises et organisations de l'économie sociale dans l'UE, en 2014. Depuis 2018, il représente Social Economy Europe auprès du groupe d'experts de la Commission européenne sur l'économie sociale et les entreprises sociales et auprès du groupe de travail des Nations unies sur l'économie sociale et solidaire. Il a étudié une licence en sciences politiques à l'université Pompeu Fabra de Barcelone. Dans le cadre d'un échange ERASMUS, il a étudié pendant un an au King's College de Londres. Víctor est titulaire de deux masters : en responsabilité sociale des entreprises (Université de Murcie) et en affaires européennes (Institut d'études européennes, Université Libre de Bruxelles). Passionné par l'entrepreneuriat, l'action collective, la politique et les relations internationales, Víctor écrit des chroniques dans le journal espagnol "La Verdad". SEE entretient un dialogue permanent avec les institutions européennes, les États membres et les organisations internationales afin de soutenir les entreprises et les entrepreneurs de l'économie sociale en intégrant l'économie sociale dans les principales politiques socio-économiques et en renforçant sa visibilité. SEE est responsable du secrétariat de l'intergroupe "Économie sociale" du Parlement européen, formé par plus de 80 députés européens appartenant aux principaux groupes politiques



Angela Miledù. Je m'appelle Angela, je suis vénézuélienne, j'ai 22 ans et depuis deux ans je vis en Italie, plus précisément dans la ville de Como, avec ma mère nous avons décidé d'émigrer et de demander l'asile politique ici en Italie en raison de la grave situation générale du Venezuela ces dernières années. J'ai une licence en sciences humaines et j'ai fait 3 semestres d'administration des affaires à l'Université Rafael Urdaneta dans ma ville de Maracaibo. Je parle 3 langues ; l'espagnol qui est ma langue maternelle, l'italien et l'anglais grâce à l'école. Dans mon pays, j'ai travaillé dans une école maternelle en tant qu'assistante d'enseignement et en tant qu'animatrice dans une station de peinture/récréation pour les enfants lors de fêtes/événements. Depuis le mois de mars de cette année, je fais un stage à la Cooperativa Miledù et simultanément, en raison de problèmes de reconnaissance de mon diplôme, je fais les dernières années de lycée en Italie afin d'entrer à l'université pour étudier le tourisme.



Najma Mohamed a une expérience dans le domaine du climat, de l'environnement et du développement durable. Elle a participé à la conception, à la mise en œuvre et au profilage d'approches transformatrices et inclusives des politiques et des pratiques. Elle a travaillé dans le domaine de la recherche, de la société civile et du secteur public, à différents niveaux et dans différents pays et secteurs économiques. Elle est directrice politique de la Coalition pour une économie verte et dirige le développement du travail politique de la GEC, qui est centré sur le développement de l'orientation stratégique de la Coalition sur l'offre et la défense des politiques, des pratiques et des institutions pour des économies vertes inclusives, en partenariat avec ses plus de 60 membres. Elle travaille sur les principaux thèmes politiques de la transition vers l'économie verte, notamment les emplois verts et les transitions justes, en mettant en avant les politiques de transformation comme voies de changement systémique.



Ruth Muñoz (Argentine), Doctorante en Sciences Sociales à l'Université de Buenos Aires (UBA), titre de la thèse : "La promotion par l'État argentin de l'économie sociale et solidaire à partir d'un niveau local. Leçons et défis dans les 24 municipalités du Conurbano Bonaerense dans une perspective comparative" (en évaluation). Économiste (UBA) et titulaire d'une maîtrise en économie sociale (Université nationale General Sarmiento-UNGS). Ses thèmes de spécialisation se développent dans trois domaines connexes : l'économie sociale et solidaire (ESS), plus précisément la microéconomie et la finance ; l'économie urbaine et régionale et le développement local ; les politiques publiques et l'évaluation sur ces questions. Elle est chercheuse et professeur dans le domaine des systèmes économiques urbains de l'Institut Conurbano (ICO-UNGS). Depuis mars 2020, elle est la coordinatrice technique du conseil consultatif de l'Institut national de l'associativisme et de l'économie sociale (INAES), l'une des principales agences publiques de promotion de l'ESS d'Argentine, qui dépend du ministère national du développement productif.



Reema Nanavaty travaille avec la SEWA depuis plus de 35 ans, ce qui lui a permis de compter plus de 1,7 million de membres, ce qui en fait le plus grand syndicat de travailleuses du secteur informel. Reema a facilité la reconstruction des vies et des moyens de subsistance de 60 000 femmes rurales touchées par le tremblement de terre et de 40 000 membres touchés par les émeutes. Elle dirige les programmes de réhabilitation en Afghanistan, en formant plus de 5 000 femmes afghanes à différentes techniques de subsistance et en les aidant à créer leur propre association locale. De même, elle a dirigé le programme de réhabilitation des veuves touchées par la guerre au Srilanka, offrant à plus de 6000 femmes une formation professionnelle sur la sécurité des moyens de subsistance en milieu rural. Reema supervise 4813 groupes d'entraide (SHG), 160 coopératives et 15 fédérations économiques, dans toute l'Inde, y compris dans 16 États, ainsi que dans 7 pays d'Asie du Sud, en se concentrant sur l'autonomisation économique des femmes par la création d'entreprises appartenant à des femmes, la mise en place de chaînes d'approvisionnement dirigées par des femmes, l'introduction d'outils modernes basés sur les TIC et la facilitation d'initiatives et de moyens de subsistance liés à l'énergie verte. Elle a été honorée par le Padma Shri (la quatrième plus haute récompense civile de la République de l'Inde) pour sa contribution dans le domaine des services sociaux en 2013. Elle est actuellement membre du Conseil consultatif sur le genre du Groupe de la Banque mondiale. Reema Nanavaty a été invitée à la Commission mondiale de haut niveau sur l'avenir du travail de l'Organisation internationale du travail en tant que seul membre représentant les travailleurs du secteur informel, les femmes travailleuses, les travailleurs indépendants et le syndicat des travailleurs ruraux dans toute la commission.

Elle a également été invitée en tant que membre du groupe de travail pour le dialogue de haut niveau des Nations unies sur l'énergie et en tant que responsable de l'égalité des sexes dans le groupe de travail pour le sommet des Nations unies sur le système alimentaire, tous deux convoqués par le secrétaire général des Nations unies à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2021. Reema a également été l'une des seules représentantes des travailleuses invitées à prendre la parole aux côtés du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, lors de la cérémonie d'ouverture officielle du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021.



Jason Nardi est délégué général du RIPESS EU et ancien coordinateur du conseil d'administration du RIPESS Intercontinental. Il représente Solidarius Italia au RIPESS Europe et est président du RIES (Réseau italien d'économie solidaire). Formateur sur les thématiques de l'économie solidaire et de la finance éthique, et promoteur de la justice environnementale et sociale, des communs et des droits à la communication, Jason est membre actif du Conseil international du Forum social mondial et animateur du Forum social mondial sur les économies transformatrices. Avec une formation en communication et médias (Université de Princeton, USA et une maîtrise de l'Université de Florence), il a été directeur d'Unimondo, le centre italien de Oneworld.net et a travaillé pour la Fondazione Finanza Etica (Banca Etica) et l'événement annuel Terra Futura. Jason vit actuellement à Florence, où il promeut des projets de CSA (Community Supported Agriculture), de mutualisme (au MAG Florence) et du Forum Firenze Beni Comuni (Florence Commons Forum).



Antonella Noya est Cheffe de l'unité Économie sociale et innovation au Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes. Elle coordonne les activités du Centre en matière d'économie sociale, entrepreneuriat social et innovation sociale et a écrit, co-écrit et coordonné un bon nombre de publications de l'OCDE sur ces thèmes depuis 1997.

Antonella a une formation en sciences politiques avec une spécialisation en rédaction de textes législatifs et en économie du développement territorial et de l'urbanisme. Elle parle couramment l'anglais, le français et l'italien et comprend l'espagnol.

Elle représente l'OCDE au sein du Groupe de travail des Nations Unies sur l'Économie Sociale et Solidaire et au GECES (groupe d'experts sur l'économie sociale et les entreprises sociales) coordonné par la Commission européenne. En 2021 Antonella a été reconnue par le réseau Euclid comme l'une de 100 femmes les plus influentes en matière d'entrepreneuriat social.



Ana Cristina Rebelo da Silva Couto de Olim

- Licenciée en droit (1998). Études de troisième cycle en droit public-droit administratif (1998-2000) et en gestion fiscale (2002-2003).
 - Directrice générale de la Direction générale de l'emploi et des relations industrielles (DGERT) du ministère du Travail, de la Solidarité et de la Sécurité sociale (12 octobre 2020 - à ce jour). Délégué gouvernemental désigné à la 109e session de la Conférence internationale du travail, 2021 (OIT).
 - Coordinatrice du département juridique de la Coopérative António Sérgio pour l'économie sociale (mai 2017 à octobre 2020).
 - Elle a servi dans plusieurs cabinets ministériels : comme membre du personnel ou comme consultante des cabinets du ministère du Travail et du secrétaire d'État à l'Emploi (de décembre 2006 à juin 2007 et entre septembre 2008 et octobre 2015) ; comme consultante du secrétaire d'État à la Justice (2017).
 - Elle a été professeur de droit dans des cours de formation professionnelle (2000 à 2007).
 - Longue expérience en tant qu'avocate.
-



Douglas Opiyo est le directeur exécutif de la Fédération des employeurs ougandais et le président du Réseau mondial des entreprises sur le travail forcé de l'OIT. C'est un professionnel de l'emploi et du marché du travail qui travaille avec des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs. En tant que fervent défenseur des entreprises, il travaille en étroite collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation internationale des employeurs (OIE).



Jonghyun Park est titulaire d'un doctorat en économie de l'université Yonsei. Il est professeur d'économie à l'université nationale de Gyeongsang en Corée, où il enseigne et fait des recherches sur la monnaie et la finance, l'histoire de la pensée, l'économie sociale et solidaire. Il est l'auteur de *Keynes et Hayek : Focusing on the Market Economy* (coréen) et *Financial Mechanisms for an Innovative Social and Solidarity Ecosystem : The Case of the Republic of Korea* (OIT). Il est également le co-traducteur de *The Higher Learning in America* (Thorstein Veblen) et de *From the Great Transformation to the Great Financialization* (Kari Polanyi-Levitt).



Juan Antonio Pedreño, Président de Social Economy Europe

Il est diplômé en sciences chimiques et spécialiste en chimie industrielle par l'Université de Grenade (Espagne). Expert en Coopérativisme et économie sociale par l'Université de Murcie, et Master Exécutif par l'Université de Manchester en collaboration avec la Fondation Université-Entreprise de la Région de Murcie. Il a commencé son activité professionnelle en tant que professeur de lycée et a participé à la fondation de la **coopérative d'enseignement Severo Ochoa**, qu'il a présidé au cours de plus de 20 ans. Depuis 1986 il a activement participé aux organes de gouvernance des organisations représentatives des **coopératives** et de l'**économie sociale**. Actuellement, il préside **Social Economy Europe**, **CEPES** (Confédération Espagnole de l'Économie Sociale), **UCOMUR** (Union des Coopératives de Travail Associé de la Région de Murcie) et **UCOERM** (Union des Coopératives d'Enseignement de la Région de Murcie). De même, il est Coordinateur Général du réseau **ESMED** (Économie Sociale Euro-Méditerranéenne), membre du Conseil Économique et Social de l'Espagne, et d'autres institutions nationales et régionales. Il est l'auteur de nombreux articles sur l'économie sociale. **Social Economy Europe** (SEE) est la voix des entreprises et des organisations de l'économie sociale en Europe.



Yvon Poirier est actuellement *conseiller spécial sur le plaidoyer et la gouvernance du Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS)*. Il a également participé en tant que représentant du RIPESS au groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'ESS depuis les premières réunions au début de 2014. Il s'est impliqué dans le RIPESS dans de nombreux rôles différents depuis mars 2004, notamment en tant que membre du conseil d'administration de 2013 à 2020. Il est secrétaire du conseil d'administration du *Réseau canadien de développement économique communautaire (CCEDNET)*, un membre du RIPESS. Il est le co-auteur de différentes publications. Un premier document publié en 2015 examine les origines de nombreux concepts liés à l'ESS [Économie sociale et solidaire et concepts connexes Origines et définitions : Une perspective internationale](#). Un deuxième document publié en 2016 porte sur la législation et les politiques [Reconnaissance juridique et politique de l'économie sociale et solidaire \(ESS\)](#). [Un aperçu sur les politiques publiques et les lignes directrices en matière d'ESS](#)



Dr. Benjamin R. Quiñones, Jr.

- Fondateur de l'Asian Solidarity Economy Council (ASEC), depuis 2004. L'ASEC mène des actions de plaidoyer, de formation et de mise en réseau sur l'économie sociale et solidaire (ESS) en Asie.
- Cofondateur, président et PDG de Farmers Bazaar Fintech Philippines (FBFP) Inc. depuis 2018. FBFP fournit des solutions numériques aux entreprises agricoles et alimentaires qui pourraient aboutir à de nouveaux modèles commerciaux, applications ou produits ayant un effet matériel sur l'accès au financement des petits agriculteurs marginalisés.
- A conçu et testé le programme de liaison entre les groupes d'entraide et les banques en Inde, en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande (2008-1992) qui, jusqu'à aujourd'hui, permet à des millions de pauvres et de marginaux d'avoir accès au financement bancaire.
- Ancien élève le plus remarquable - Université des Philippines, Los Baños (1989) ; et Université de Mindanao du Sud (1988 et 2017).
- Inscrit dans le Who's Who International, États-Unis (2001).
- Doctorat en développement organisationnel et maîtrise en économie agricole.
- Joue de la guitare et du jeu d'échecs.



Noel Raboy travaille dans le secteur de l'assurance depuis plus de 20 ans. Il s'est consacré à la micro-assurance, avec une expertise dans le développement de canaux de distribution, la création de nouvelles entreprises et de partenariats et l'analyse pour la planification et la mise en œuvre stratégiques. Il est le président-directeur général de CLIMBS Life and General Insurance Cooperative et, à ce jour, il a dirigé et contribué à la mise en place de la première filiale de CLIMBS et de ses successeurs, dont récemment le Cooperative College of the Philippines, la modernisation du concept de CoopAssurance Center, la revitalisation de l'assurance météorologique traditionnelle en assurance paramétrique, entre autres. Parallèlement, il est également un leader coopératif et a fondé, présidé et participé à différentes organisations et plateformes pour les activités coopératives dans le pays. Il est diplômé en sociologie et en anthropologie et possède un master exécutif en administration des affaires. Éducateur dans l'âme, Noel enseigne également dans des universités et donne des conférences sur la micro-assurance et le coopératisme dans le cadre de formations et d'événements locaux et internationaux.



Guy Ryder. Né à Liverpool (Royaume-Uni) en 1956, Guy Ryder a étudié les sciences politiques et sociales à l'Université de Cambridge et suivi des Etudes sur l'Amérique latine à l'Université de Liverpool. Il parle français et espagnol en plus de l'anglais qui est sa langue maternelle. Il a débuté sa carrière professionnelle en 1981 comme assistant au Département international du Congrès des syndicats à Londres. A partir de 1985, il a occupé les fonctions de Secrétaire de la section industrie de la Fédération internationale des employés, techniciens et cadres (FIET) à Genève. En 1988, Guy Ryder est devenu Directeur adjoint puis - à partir de 1993 - Directeur du Bureau de Genève de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). Guy Ryder a rejoint une première fois l'Organisation internationale du Travail en 1998 en tant que Directeur du Bureau des activités pour les travailleurs et, à partir de 1999, comme Directeur du Cabinet du Directeur général. C'est à cette époque que l'Agenda pour le travail décent de l'OIT a été établi et a recueilli le soutien de la communauté internationale. En 2002 il a été nommé Secrétaire général de la CISL pour conduire le processus d'unification du mouvement syndical international démocratique à l'échelle mondiale. Il a ensuite été le premier Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI) élu lors de sa création en 2006. Il a dirigé des délégations syndicales internationales lors des discussions de haut niveau avec les Nations Unies, le FMI, la Banque mondiale et l'OMC et lors des Sommets des dirigeants du G20. En septembre 2010, Guy Ryder est revenu à l'OIT à Genève en tant que Directeur exécutif en charge des normes internationales du travail et des principes et droits fondamentaux au travail. Entre autres activités, il a supervisé l'application des conventions et recommandations de l'OIT. Il a aussi dirigé plusieurs missions de l'OIT de haut niveau pour traiter

toute une série de questions liées aux normes du travail dans des pays comme Bahreïn, la Colombie, Fidji, la Géorgie, la Grèce, le Myanmar et le Swaziland. Guy Ryder a été élu Directeur général par le Conseil d'administration de l'OIT en mai 2012 et a pris ses fonctions le 1er Octobre 2012. En prenant ses fonctions, il s'est engagé à positionner l'OIT en tant qu'institution déterminée traduire les principes en action et capable de faire la différence dans la vie des travailleurs sur tous les continents. Pour ce faire, il a lancé un important processus de réforme destinée à assurer l'autorité de l'OIT sur les questions relevant de son mandat.

Guy Ryder a été réélu Directeur général du BIT par le Conseil d'administration de l'OIT le 7 novembre 2016 avec le très large soutien des mandants tripartites de l'OIT. Son deuxième mandat a débuté le 1er octobre 2017.



Gianluca Salvatori est le secrétaire général d'Euricse, un centre de recherche international sur les coopératives et les entreprises sociales. Il est également secrétaire général de la Fondazione Italia Sociale, membre du groupe d'experts de la Commission européenne sur l'économie sociale et les entreprises sociales (GECES) ainsi que participant observateur du groupe de travail inter-agences des Nations unies sur l'économie sociale et solidaire.



M. Michel Sawan est docteur en physiothérapie et activiste environnemental depuis 2015. Michel est responsable du Centre de sauvetage des rapaces au Liban et président de l'Association libanaise pour les oiseaux migrateurs (LAMB). Il est actuellement membre du comité de pilotage du village de Kfou Habou, au Nord-Liban dans le cadre des activités de PERSPECTIVES Liban sur le développement de l'ESS dans les secteurs agricole et agroalimentaire et il a participé à de nombreux projets environnementaux et sociaux avec l'ambassade de Pologne, le PNUD, Horizon et de nombreuses autres ONG.



Jürgen Schwettmann, de nationalité allemande, travaille dans la coopération internationale au développement depuis 1979. Il est spécialisé dans le développement des coopératives, l'économie sociale et solidaire, le développement rural et l'économie informelle.

Il a été fonctionnaire de l'Organisation internationale du travail (OIT) pendant 28 ans, occupant différents postes, notamment celui de directeur du département des partenariats et de la coopération au développement (Genève), de directeur régional adjoint pour l'Afrique (Addis-Abeba), de directeur du bureau de l'OIT pour l'Afrique de l'Est (Dar es Salaam), de chef du service des coopératives de l'OIT (Genève) et de conseiller régional pour les coopératives (Kinshasa et Yaoundé). Avant de rejoindre le BIT, M. Schwettmann a été conseiller en finance rurale pour l'agence d'assistance technique allemande GIZ au Cameroun, et conseiller en gestion pour plusieurs coopératives de commercialisation du café au Cameroun. Après avoir pris sa retraite de l'OIT en octobre 2015, M. Schwettmann travaille comme consultant indépendant pour diverses agences multilatérales et bilatérales de coopération au développement.



Claudia Simonte, directrice nationale de l'inclusion financière et du financement social. Ministère de l'économie de la République d'Argentine
Elle est psychologue diplômée de la faculté des sciences sociales de l'université de Palerme.

Elle est actuellement en charge de la Direction nationale de l'inclusion financière et du financement social, qui coordonne le Conseil de coordination de l'inclusion financière (CCIF).

Auparavant, elle était chargée de la conception et de la mise en œuvre du plan d'éducation financière intégrale de la BNA, le premier programme d'éducation financière pour l'inclusion de la Banco Nación Argentina.



Stephany Uy-tan. Maintenant dans son nouveau mandat en tant que première conseillère municipale après avoir exercé deux mandats en tant que première dame maire de la capitale de la troisième plus grande île des Philippines, la conseillère Stephany Uy-Tan brise les frontières et les stéréotypes dans le domaine de la gouvernance locale. Conseiller Step a contribué aux réalisations suivantes : en tant que ville la plus compétitive de toute l'île de Samar selon le Conseil national de la compétitivité ; avec le plus grand nombre de banques et d'argent en circulation dans l'île selon Bangko Sentral ng Pilipinas ; un récipiendaire constant du sceau de la bonne gestion financière et du sceau de la bonne gouvernance locale selon le ministère de l'Intérieur et des Gouvernements locaux ; et d'autres prix et distinctions.



Ana Umbelino est adjointe au maire de la municipalité de Torres Vedras, au Portugal.

- Coprésidente de REVES : Réseau européen des villes et régions pour l'économie sociale
 - Membre du GECES - Groupe d'experts sur l'économie sociale et les entreprises sociales
 - Vice-président de l'Association pour le développement touristique des lignes de Torres Vedras
 - Membre du Groupe consultatif national pour l'intégration des communautés roms en représentation de l'Association nationale des municipalités portugaises [2016/2018]
 - Membre de la Commission nationale pour la mise en œuvre et le suivi du Plan national de lecture en représentation du Secrétaire d'État aux collectivités locales
 - Membre du conseil d'administration du réseau portugais des municipalités saines
 - Vice-présidente du conseil de surveillance du réseau inter municipal portugais pour la coopération et le développement [RICD].
-



Luis Rodrigo Morales Velez est conseiller principal à l'Organisation internationale des employeurs. Sa pratique est axée sur les relations industrielles, les normes internationales du travail, l'avenir du travail et la protection sociale. De 2013 à mars 2019, il a occupé le poste de ministre des Affaires du travail en Europe pour le gouvernement du Mexique à la Mission permanente du Mexique à Genève, en Suisse. À ce titre, il était chargé de fournir des conseils juridiques sur la réglementation et la politique internationales du travail. Il a également représenté le gouvernement dans divers forums internationaux tels que l'OIT, l'OCDE, l'OMC, l'OIM et le G20, entre autres. Il a été coordinateur régional du Groupe des Amériques à l'OIT (2015-2016) et président du Groupe des gouvernements de l'OIT (2016-2017). Luis Rodrigo est titulaire d'un diplôme de droit de l'Universidad Iberoamericana de Mexico, Mexique et d'un master en droit international des affaires (LL.M.) (cum laude), à la Katholieke Universiteit Leuven, School of Law, Louvain, Belgique.



Corinne Vercher-Chaptal est professeur en sciences de gestion au CEPN (UMR CNRS 7244) de l'Université Sorbonne Paris Nord, où elle est responsable du pôle Sciences humaines et sociales. Ses recherches actuelles portent sur la gestion des associations, des biens communs et des plateformes alternatives. Elle a dirigé le programme de recherche TAPAS (There Are Platforms as Alternatives).



Vic Van Vuuren est Directeur du Département des Entreprises auprès de l'Organisation Internationale du Travail à Genève. Après avoir obtenu un diplôme de droit, Victor a commencé sa carrière professionnelle au ministère sud-africain de la Justice. Il est ensuite passé dans le secteur privé en tant que conseiller juridique d'entreprise et directeur des ressources humaines au niveau exécutif dans de grandes entreprises. Victor a ensuite participé à la création d'une fédération d'entreprises sud-africaine unifiée, Business Unity South Africa, et a été nommé premier directeur des opérations. En février 2009, Victor a été nommé directeur : Organisation internationale du travail, Afrique australe et orientale, couvrant 23 pays. En janvier 2016, Victor a été nommé directeur du département des entreprises au Bureau de l'Organisation internationale du travail à Genève. Victor est actuellement président du COPAC (The Committee for the Promotion and Advancement of Cooperatives), de l'UNTFSSSE (United Nations Task Force of the Social and Solidarity Economy), président du PAGE Management Board (Partnership for Action in the Green Economy) et membre du Capitals Coalition Supervisory Board. Victor a siégé au Conseil sud-africain de l'enseignement supérieur, au Conseil national du développement économique et du travail, au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail, au Conseil de la Confédération panafricaine des employeurs et au Conseil consultatif de la recherche de la South African Power Utility.



Lisa Wong travaille en tant que spécialiste de la non-discrimination à l'Organisation internationale du travail (OIT). À ce titre, elle est chargée de fournir des services de conseil technique aux mandants de l'OIT dans le monde entier et d'élaborer des initiatives, des outils et des supports de formation mondiaux sur tous les motifs de discrimination, notamment l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, le harcèlement sexuel, la race et l'origine ethnique et les aménagements raisonnables. Lisa est à l'origine de la Coalition internationale pour l'égalité des salaires et est un membre clé du secrétariat. Lisa est également l'auteur principal du rapport mondial 2011 sur la non-discrimination dans l'emploi et la profession : L'égalité au travail : The continuing challenge.



Jana Žurková se consacre au soutien et à l'autonomisation des entreprises sociales qui font partie du réseau international RREUSE. Elle dirige en particulier le renforcement des capacités des membres et l'échange de connaissances sur les aspects pratiques de la réutilisation et de la réparation, y compris l'innovation. Elle coordonne les principaux services de soutien, notamment la collecte et le traitement des données, la recherche et les partenariats, tant entre les membres de RREUSE qu'avec les partenaires extérieurs. Pendant son temps libre, Jana est bénévole à Tournevie, une bibliothèque d'outils sans but lucratif à Bruxelles.